



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE
L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE ET DE LA
PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

DIRECTION DE LA PROGRAMMATION DES
INVESTISSEMENTS PUBLICS



FINAL REPORT ON THE EXECUTION OF THE 2017 PIB

(RAPPORT FINAL DE L'EXECUTION DU BIP 2017)

DRAFT PIB ANNEX TO THE 2017 SETTLEMENT BILL

(Annexe BIP à la Loi de Règlement 2017)

Août 2018

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
SIGLES ET ABREVIATIONS	2
CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BIP 2017	5
I- PRESENTATION DU BIP 2017	6
I.1- Évolution du BIP global au cours des cinq dernières années	6
I.2-Evolution du BIP en Ressources Internes par grandes zones d'Intervention	6
I.3-Evolution des Ressources Transférées	6
I.4- Présentation du BIP par chapitre budgétaire	7
I.5- Présentation du BIP par secteur	9
I.6- Présentation du BIP par Source de financement	9
II- EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DU BIP 2017	11
II-1 Situation des virements de crédits sur le BIP 2017	11
II- 2 Situation finale de l'exécution du BIP 2017	13
II-3 Niveau d'exécution du BIP par secteur	14
Niveau des engagements en Crédits de Paiement	14
Niveau des liquidations Crédits de Paiement	15
Niveau des ordonnancements en Crédits de Paiement	15
Niveau de réalisations physiques	16
II-4Evolution globale de l'exécution physico-financière du BIP au cours des exercices 2015-2017	17
III- DIFFICULTES RENCONTREES DANS L'EXECUTION DU BIP 2017, MESURES PRISES ET PERSPECTIVES POUR 2018	21

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACEFA	Programme d'Amélioration de la Compétitivité des Exploitations Agropastorales Familiales
AEP	Alimentation en Eau Potable
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ARSEL	Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité
ASGIRAP	Programme d'Appui à la Sécurisation et à la Gestion Intégrée des Ressources Agro-Pastorales
BMN	Bureau de Mise à Niveau des Entreprises
BP	Budget Programme
BUCREP	Bureau Central de Recensement et d'Etudes de la Population
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CAMERCAP- PARC	Cameroon Policy Analysis and Research Center
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CAON-FED	Cellule d'Appui à l'Ordonnateur du Fonds Européen pour le Développement
CARPA	Conseil d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat
CDBF	Conseil de Discipline Budgétaire et Financière
CDE	Camerounaise des Eaux
CES	Conseil Economique et Social
CFM	Centres de Formation aux Métiers
CFPE	Centre de Formation Professionnelle d'Excellence
CFPS	Centre de Formation Professionnelle Sectoriel
CMPM	Commission Ministérielle de Passation des Marchés
CNJC	Conseil National de la Jeunesse du Cameroun
CONSUPE	Services du Contrôle Supérieur de l'Etat
CPM	Commission de Passation des Marchés
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DPEFF	Direction de la Promotion Economique de la Femme et de la Famille
EAA	Agence intergouvernementale Eau et Assainissement pour l'Afrique
ECAM	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
INS	Institut National de la Statistique
IPD	Institut Panafricain pour le développement
IRAD	Institut de Recherche Agricole pour le Développement
IRENA	International Renewable Energies Agency
LIFIDEP	Livestock and Fisheries Development Project

LMOS	Living Modified Organisms
MEADEN	Mission d'Etude pour l'Aménagement De l'Extrême-Nord
MEAO	Mission d'Etude pour l'Aménagement de l'Océan
MIDIMA	Mission de Développement Intégré des Monts Mandara
MINAC	Ministère des Arts et de la Culture
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINCOM	Ministère de la Communication
MINCOMMERCE	Ministère du Commerce
MINDCAF	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINDEF	Ministère de la Défense
MINEDUB	Ministère de l'Education de Base
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPIA	Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP	Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINFI	Ministère des Finances
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINFOPRA	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
MINHDU	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINMAP	Ministère des Marchés Publics
MINMIDT	Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
MINPOSTEL	Ministère des Postes et Télécommunications
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINREX	Ministère des Relations Extérieures
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINSEP	Ministère des Sports et de l'Education Physique
MINT	Ministère des Transports
MINTOUL	Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINTP	Ministère des Travaux Publics

MINTSS	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
MIPROMALO	Mission de Promotion des Matériaux Locaux
PAAQSU	Programme d'Appui à l'Amélioration de la Qualité des Services rendus aux Usagers
PACD/PME	Programme d'Appui à la Création et au Développement des PME
PADY II	Projet d'Assainissement de Yaoundé (Phase II)
PAJER-U	Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine
PAPA	Programme d'Amélioration de la Productivité Agricole
PCFC	Projet de Compétitivité des Filières de Croissance
PDICA	Programme de Développement Intégré Communautaire de l'Atlantique
PDUE	Projet de Développement des secteurs Urbains et de l'approvisionnement en Eau
PERIZ	Programme d'Exécution de la convention « Riz-Maïs » et de la convention « Manioc » (PERIZ-MAÏS-MANIOC)
PIAASI	Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel
PIFMAS	Projet d'Insertion Socio-Economique des Jeunes par la création des Micro-entreprises de Fabrication du Matériel Sportif
PLANUT	Plan d'Urgence Triennal pour l'accélération de la Croissance
PMEAA	Programme d'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises Agricoles et Alimentaires
PNDP	Programme National de Développement Participatif
POP_s	Polluants Organiques Persistants
PPA	Projet de Performance des Administrations
PROBMIS	Program Budget Management Integrated System
PTA	Plan de Travail Annuel
PULCI	Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations dans la Région de l'Extrême-Nord
RAP	Rapport Annuel de Performance
REDD+	Reducing Emissions from Deforestation and Degradation
REPEC	Research Paper's in Economics
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SIDA	Syndrome d'Immunodéficience Acquise
SPM	Services du Premier Ministre
SPRPB II	Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base Phase II
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication

CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BIP 2017

Le Budget d'Investissement Public de l'exercice 2017 s'inscrit dans la continuité de la mise en œuvre de la politique de développement économique, social et culturel de la nation, sous-tendue par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). Il est un instrument de politique économique par lequel, l'Etat met à disposition des populations les infrastructures, les équipements et les services socioéconomiques pour l'amélioration de leurs conditions de vie et le développement du secteur productif.

L'exécution du Budget de l'Etat de l'exercice 2017 est juridiquement encadrée par **la Loi N°2016/018 du 14 décembre 2016 portant Loi de Finances de la République du Cameroun et la Circulaire N°001/C/MINFI du 28 décembre 2016 portant Instructions Relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, des Etablissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et autres Organismes Subventionnés, comptant pour l'exercice 2017.**

L'exécution du BIP 2017 se réalise dans un contexte de ralentissement économique marqué par un fléchissement du taux de croissance (3.2% en 2017 contre 4.5% en 2016). Cette situation a conduit le Gouvernement camerounais à signer le 26 juin 2017, un Programme Economique et Financier conclu avec le Fonds Monétaire International (FMI) appuyé par la Facilité Elargie de Crédit. Il vise à renforcer la stabilité et la viabilité de l'économie, tout en améliorant sa compétitivité, en renforçant la résilience du secteur financier et en favorisant une croissance vigoureuse et durable.

L'implémentation de ce Programme Economique et Financier impose plus de discipline dans l'exécution de la dépense publique, notamment la poursuite des efforts engagés en vue d'une nécessaire adaptation de tous les acteurs à l'orthodoxie budgétaire.

Par ailleurs, l'exécution du budget d'investissement public de l'Etat en 2017 a été marqué par :

- la continuité de l'exécution et la mise en place des projets du PLANUT ;
- l'accélération des préparatifs de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2019;
- l'intensification de la mise en œuvre de la décentralisation;
- la continuité de la mise en œuvre des Grands Projets, à l'instar des barrages, des autoroutes (Yaoundé-Douala, Yaoundé-Nsimalen et Kribi-Lolabé) pour ne citer que ceux-là ;
- la crise sécuritaire dans certaines Régions du Cameroun.

I- PRESENTATION DU BIP 2017

Les données relatives au BIP 2017 présentées dans cette section font référence à la Loi N°2016/018 du 14 décembre 2016 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2017 qui arrête le budget global de l'État à un montant de FCFA 4 659,7 Milliards en Autorisations d'Engagement (AE) et FCFA 4 373,8 Milliards en Crédits de Paiement (CP).

I.1- Évolution du BIP global au cours des cinq dernières années

La dotation globale consacrée à l'investissement public en 2017 est de FCFA 1 873,5 milliards en AE et FCFA 1 586,9 milliards en CP. Comparativement à l'exercice budgétaire 2016, le BIP 2017 connaît une progression en Crédits de Paiement de 4% et porte la part du BIP au budget global à 36,4% contre 36% en 2016, soit un accroissement de 0,4 point. Le tableau ci-après présente l'évolution du BIP de 2013 à 2017.

Tableau 1 : Évolution du BIP en valeurs 2013-2017(en milliards FCFA)

Indicateurs	2013		2014		2015		2016		2017	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Budget global	3733,7	3236,0	3 452,4	3 312,0	3 829,1	3 992,6	4 872,9	4 234,7	4 659,7	4 373,8
BIP en volume	1768,7	957,0	1 443,2	1 000,0	1 392,6	1 246,0	2 151,7	1 525,8	1 873,5	1 586,9
Part du BIP dans le Budget global (en %)	47,4	29,6	41,8	30,2	32,2	30,7	44,2	36,0	40,2	36,4
Variation relative du BIP (en %)	-	-	-18,4	4,5	-3,5	24,6	54,5	22,5	-12,9	4,0

Source : Lois des Finances (2013, 2014, 2015, 2016 et 2017).

Conformément aux orientations du DSCE, la part des investissements publics représente au moins 30% du budget de l'État pour l'exercice 2017. Cette situation traduit la volonté manifeste du Gouvernement à améliorer l'environnement socio-économique via le développement des infrastructures, à travers la poursuite de la mise en œuvre du PLANUT, la préparation de la Coupe d'Afrique des Nations 2019 et autres grands projets d'infrastructures (port en eau profonde de Kribi, autoroute Douala-Yaoundé, autoroute Yaoundé-Nsimalen, etc...).

I.2-Evolution du BIP en Ressources Internes par grandes zones d'Intervention

Bien que les ressources internes (RI) enregistrent une baisse de 3,9% en 2017, un effort est fait pour maintenir la dynamique d'augmentation de la dotation allouée aux Collectivités Territoriales Décentralisées (+1,4 % entre 2016 et 2017). Ceci traduit la volonté du Gouvernement de mieux adresser les préoccupations des populations exprimées à la base.

I.3-Evolution des Ressources Transférées

Les Ressources Transférées (RT) représentent plus de 14% du BIP 2017 en Ressources Internes Ordinaires(RIO) hors Fonds de Contrepartie (FCP).

Tableau 3 : Evolution du BIP en RIO

	Ex.2014	Ex.2015	Ex.2016	Ex.2017
BIP en RIO en milliards de FCFA	688,0	697,2	578,0	613,6
Evolution BIP en RIO	6,5%	1,3%	-17,1%	6,2%
BIP en RIO hors Fonds de Contrepartie (RIO**) en milliards de FCFA	575,8	595,9	415,0	414,9
Volume des Ressources Transférées en milliards de FCFA	42,8	53,9	58,1	58,9
Valeur relative des RT par rapport au BIP en RIO**	7,4%	9,0%	14,0%	14,2%
Evolution des RT	79,3%	26,0%	7,9%	1,4%

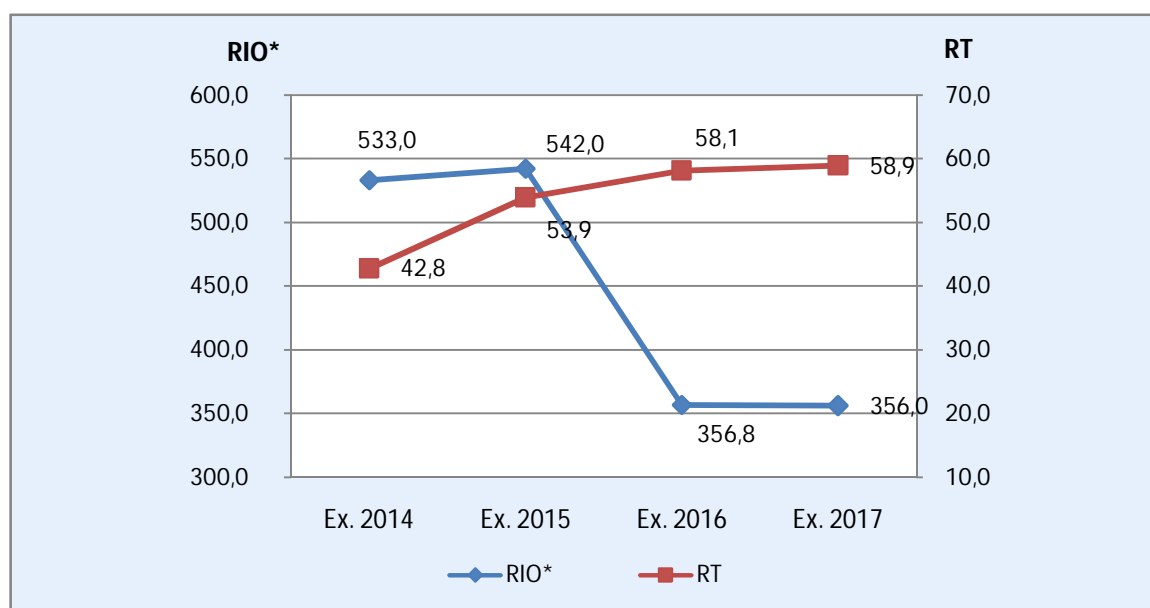
Source : MINEPAT

RIO:** RIO hors FCP/TDD, FCP/DR

RIO*: RIO hors FCP/TDD, FCP/DR et RT

En dépit de la baisse des RIO hors Fonds de Contrepartie (FCFA 414,9 milliards en 2017, contre FCFA 415 milliards en 2016), le volume des RT est sur une tendance haussière (+1,4 % en 2017 par rapport à 2016). Cette situation traduit la volonté du Gouvernement de renforcer le processus de décentralisation.

Figure 1 : Evolution comparée des RT et RIO* entre 2014 et 2017 (en milliards de FCFA)



Source : MINEPAT

I.4- Présentation du BIP par chapitre budgétaire

Le BIP 2017 a été voté par le parlement à hauteur de FCFA 1 873 508 107 000 en Autorisation d'engagement et FCFA 1 586 900 011 000 en Crédits de Paiement. Le tableau ci-dessous présente par chapitre, la répartition du BIP 2017 conformément à la Loi de Finances.

**RAPPORT FINAL D'EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2017
(DETAIL DES PROJETS – ANNEXE BIP A LA LOI DE REGLEMENT)**

Tableau 4: Présentation du BIP 2017 par chapitre budgétaire (en milliers de FCFA)

Chapitre budgétaire	DOTATION	
	AE	CP
01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	5 000 000	5 000 000
02 SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE	1 700 000	1 700 000
03 ASSEMBLEE NATIONALE	3 200 000	3 200 000
04 SERVICES DU PREMIER MINISTRE	3 900 000	3 900 000
05 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	500 000	500 000
06 MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES	2 550 000	2 350 000
07 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	10 874 000	10 360 000
08 MINISTERE DE LA JUSTICE	12 957 182	3 200 000
09 COUR SUPREME	500 000	500 000
10 MINISTERE DES MARCHES PUBLICS	1 600 000	1 600 000
11 CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	500 000	500 000
12 DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	9 800 000	9 800 000
13 MINISTERE DE LA DEFENSE	14 084 325	12 200 000
14 MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE	710 000	710 000
15 MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	22 055 500	22 055 500
16 MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE	132 507 000	132 507 000
17 MINISTERE DE LA COMMUNICATION	1 400 000	1 400 000
18 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	25 570 000	25 570 000
19 MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	2 825 000	2 825 000
20 MINISTERE DES FINANCES	7 484 000	7 186 000
21 MINISTERE DU COMMERCE	2 234 000	2 234 000
22 MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	50 288 000	50 288 000
23 MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS	6 300 000	6 300 000
25 MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	25 044 000	23 614 000
26 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	3 878 820	2 960 000
28 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	5 091 000	5 091 000
29 MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	6 920 000	6 720 000
30 MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	86 034 079	86 034 079
31 MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHEES ET DES INDUSTRIES ANIMALES	17 985 828	17 985 828
32 MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	420 534 786	200 245 000
33 MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE	6 699 322	6 699 322
35 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	8 010 000	8 010 000
36 MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	442 967 409	398 032 002
37 MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	7 650 000	7 650 000
38 MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	132 956 282	126 968 706
39 MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	5 064 065	5 064 065
40 MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	135 114 009	135 109 009
41 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	500 000	500 000
42 MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	1 965 500	1 965 500
43 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	1 115 000	1 115 000
45 MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	47 944 000	47 944 000
46 MINISTERE DES TRANSPORTS	2 500 000	2 500 000
50 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	1 195 000	1 007 000
51 ELECTIONS CAMEROON	700 000	700 000
52 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES	500 000	500 000
53 SENAT	3 200 000	3 200 000

**RAPPORT FINAL D'EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2017
(DETAIL DES PROJETS – ANNEXE BIP A LA LOI DE REGLEMENT)**

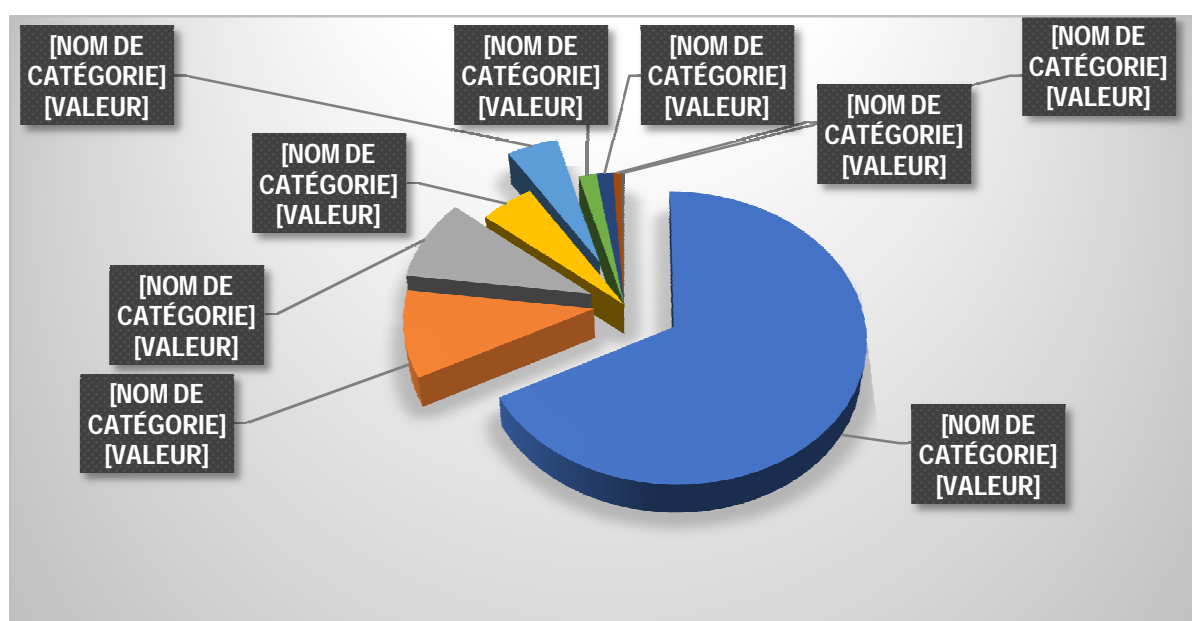
Chapitre budgétaire	DOTATION	
65 DEPENSES COMMUNES	-	-
92 PARTICIPATIONS	20 000 000	20 000 000
93 REHABILITATION/RESTRUCTURATION	15 000 000	15 000 000
94 INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	155 400 000	155 400 000
95 REPORT	1 000 000	1 000 000
TOTAL BIP 2017	1 873 508 107	1 586 900 011

Source : MINEPAT

I.5- Présentation du BIP par secteur

L'essentiel des ressources du BIP 2017 est concentré dans les principaux secteurs porteurs de croissance et d'emploi (Infrastructures et Production) tel qu'énoncé dans le DSCE. Le graphique ci-dessous présente la ventilation du BIP 2017 par secteur.

Figure 2 : Répartition du BIP 2017 par secteur



Source : MINEPAT

I.6- Présentation du BIP par Source de financement

La hausse de 4,0 % du BIP 2017 par rapport à l'exercice 2016 est principalement tributaire de la mobilisation des ressources externes, nécessaires à la préparation de la CAN 2019, ainsi qu'à la prise en charge des taxes inhérentes à la mise en œuvre des projets à financement conjoint.

Les Ressources Internes Ordinaires (RIO) et les Ressources Transférées (RT) enregistrent des hausses respectives de 6,2% et 1,4% par rapport à l'exercice 2016. En revanche, les Ressources Internes affectées à la réalisation des projets CAN et PLANUT sont en baisse.

Tableau 5 : Répartition du BIP en CP par Source de Financement (en milliards de FCFA)

Source de Financement	Ex. 2014	Ex. 2015	Ex. 2016	Ex. 2017	Variation entre 2016 et 2017 (%)
Ressources Internes	709,0	821,0	1 000,8	961,9	-3,9
RIO	688,0	697,2	578,0	613,6	6,2
RIO*	533,0	542,0	356,8	356,0	-0,2
FCP/TDD	21,0	10,0	8,0	80,0	900,0
FCP/DR	91,2	91,3	155,0	118,7	-23,5
RT	42,8	53,9	58,1	58,9	1,4
RIS (C2D)	21,0	27,8	27,8	33,3	19,9
PTSJ	-	-	-	25,0	-
PLANUT	-	66,0	275,0	260,0	-5,5
CAN	-	30,0	120,0	30,0	-75,0
Ressources Externes	291,0	425,0	525,0	625,0	19,0
Total	1 000,0	1 246,0	1 525,8	1 586,9	4,0

Source : MINEPAT

RIS : Ressources Internes Spéciales

FCP/TDD : Fonds de Contrepartie en Taxes et Droits de Douanes

FCP/DR : Fonds de Contrepartie en Dépenses Réelles

RIO : Ressources Internes Ordinaires

RIO* : RIO hors FCP/TDD, FCP/DR et RT

PTSJ : Plan Triennal Spécial Jeune

II- EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DU BIP 2017

II-1 Situation des virements de crédits sur le BIP 2017

Le budget d'Investissement Public au titre de l'exercice 2017 a connu des modifications au cours de son exécution du fait des virements des crédits. De façon globale ces virements ont ramené le BIP 2017 de FCFA 1 586, 9 milliards à 1 498,33 milliards, soit une baisse de 5,58%. Cette diminution s'explique par le volume important des virements effectués dans certaines Administrations de l'investissement vers le Fonctionnement. Au surplus, des virements entre chapitres budgétaires, qui n'ont pas influé sur l'enveloppe globale du BIP ont été autorisés par Décret N°2017/10948/PM du 25 octobre 2017 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Le tableau ci-dessous donne l'état des différents virements effectués au cours de l'exercice.

Tableau 6 : Situation des différents virements de crédits du Fonctionnement vers le BIP 2017 par catégorie.

Catégorie de virements	Débit	Crédit	Variation nette sur le BIP
Virements entre l'investissement et le fonctionnement	141 431 216 109	52 859 230 034	-88 571 986 075
Virement entre chapitres budgétaires	250 579 026 445	250 579 026 445	0
Virement entre programmes	291 894 753 571	291 894 753 571	0
Virement à l'intérieur des programmes	214 585 023 906	214 585 023 906	0
Total général	898 490 020 031	809 918 033 956	-88 571 986 075

Source : MINEPAT

En outre, l'analyse de ces virements par chapitre budgétaire révèle d'importantes disparités qui sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 7 : Situation des virements de crédits par chapitre budgétaire sur le BIP 2017 (en milliers de FCFA)

CHAPITRE		TOTAL VIREMENT		VIREMENTS INTRA-PROGRAMME		VIREMENTS INTER-PROGRAMMES		VIREMENTS INTER-CHAPITRES		VIREMENTS BIP - BF	
Co de	Libellé	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	654 925	648 031	641 137	641 137	6 894	6 894	6 894	-	-	-
02	SERVICES RATTACHES A LA PRESIDENCE	22 675	11 387	11 387	11 387	-	-	11 289	-	-	-
04	SERVICES DU PREMIER MINISTRE	1 022 184	858 386	858 386	858 386	-	-	163 797	-	-	-
06	MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES	377 400	211 200	211 200	211 200	-	-	166 200	-	-	-
07	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	864 055	89 570	89 557	89 557	12	12	774 485	-	-	-
08	MINISTERE DE LA JUSTICE	1 262 854	453 154	-	-	453 154	453 154	809 700	-	-	-
09	COUR SUPREME	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-
10	MINISTERE DES MARCHES PUBLICS	255 409	227 704	200 000	200 000	27 704	27 704	27 704	-	-	-
11	CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT	15 291	7 645	-	-	7 645	7 645	7 645	-	-	-
12	DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE	16 350 243	8 125 122	-	-	8 125 122	8 125 122	225 122	-	8 000 000	-
13	MINISTERE DE LA DEFENSE	13 624 828	6 830 818	165 685	165 685	6 665 133	6 665 133	194 010	-	6 600 000	-
14	MINISTERE DES ARTS ET DE LA CULTURE	3 118	1 559	-	-	1 559	1 559	1 559	-	-	-
15	MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE	5 512 195	9 139 791	5 261 615	5 261 615	40 290	40 290	210 290	3 837 886	-	-
16	MINISTERE DES SPORTS ET DE L'EDUCATION PHYSIQUE	81 157 273	231 222	30 765	30 765	-	-	81 126 507	-	-	200 457
17	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	525 176	30 000	30 000	30 000	-	-	495 176	-	-	-
18	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	3 166 616	14 947 646	813 024	813 024	1 176 796	1 176 796	1 176 796	12 957 826	-	-
19	MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	144 024	71 876	71 876	71 876	-	-	72 149	-	-	-

**RAPPORT FINAL D'EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2017
(DETAIL DES PROJETS – ANNEXE BIP A LA LOI DE REGLEMENT)**

CHAPITRE		TOTAL VIREMENT		VIREMENTS INTRA-PROGRAMME		VIREMENTS INTER-PROGRAMMES		VIREMENTS INTER-CHAPITRES		VIREMENTS BIP - BF	
Co de	Libellé	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
20	MINISTERE DES FINANCES	5 158 650	637 665	90 000	90 000	547 665	547 665	1 850 080	-	2 670 905	-
21	MINISTERE DU COMMERCE	1 064 822	646 582	578 341	578 341	68 241	68 241	418 241	-	-	-
22	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	26 331 996	28 277 446	2 039 092	2 039 092	3 322 065	3 322 065	940 839	22 916 289	20 030 000	-
23	MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS	632 855	1 571 427	510 000	510 000	61 427	61 427	61 427	1 000 000	-	-
25	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	11 686 110	420 447	321 000	321 000	99 447	99 447	11 265 664	-	-	-
26	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE	303 262	19 000	19 000	19 000	-	-	275 036	-	9 226	-
28	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1 395 804	4	-	-	4	4	1 395 800	-	-	-
29	MINISTERE DES MINES, DE L'INDUSTRIE ET DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	2 672 311	217 432	180 000	180 000	37 432	37 432	2 454 879	-	-	-
30	MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	61 966 918	26 786 678	26 067 518	26 067 518	719 161	719 161	17 916 465	-	17 263 775	-
31	MINISTERE DE L'ELEVAGE, DES PECHES ET DES INDUSTRIES ANIMALES	3 945 856	3 579 012	69 000	69 000	3 510 012	3 510 012	366 844	-	-	-
32	MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE	89 802 163	170 129 996	4 317 823	4 317 823	63 383 451	63 383 451	100 889	102 428 722	22 000 000	-
33	MINISTERE DES FORETS ET DE LA FAUNE	1 412 367	921 865	53 432	53 432	868 433	868 433	490 501	-	-	-
35	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	2 409 084	146 042	30 000	30 000	116 042	116 042	2 263 042	-	-	-
36	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	279 866 940	210 117 752	65 973 892	65 973 892	144 143 861	144 143 861	40 097 410	-	29 651 778	-
37	MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	2 868 849	162 271	160 814	160 814	1 456	1 456	2 706 578	-	-	-
38	MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	63 931 864	2 694 341	497 189	497 189	1 397 152	1 397 152	30 037 523	800 000	32 000 000	-
39	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'ARTISANAT	171 915	85 958	-	-	85 958	85 958	85 958	-	-	-
40	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	98 091 680	58 818 861	1 988 881	1 988 881	56 829 980	56 829 980	36 092 386	-	3 180 433	-
41	MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	195 483	60 242	-	-	60 242	60 242	135 242	-	-	-
42	MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	859 074	675 037	615 000	615 000	60 037	60 037	184 037	-	-	-
43	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	120 178	21 231	15 000	15 000	6 231	6 231	98 947	-	-	-
45	MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	16 248 072	16 331 047	16 096 423	16 096 423	-	-	130 824	-	20 824	234 624
46	MINISTERE DES TRANSPORTS	152 123	39 819	-	-	39 819	39 819	112 304	-	-	-
50	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	380 642	32 330	-	-	32 330	32 330	348 311	-	-	-
51	ELECTIONS CAMEROON	700 000	-	-	-	-	-	700 000	-	-	-
52	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES	483 760	341 027	341 027	341 027	-	-	142 733	-	-	-
65	DEPENSES COMMUNES	4 232 584	55 776 153	4 232 584	4 232 584	-	-	-	-	-	51 543 569
92	PARTICIPATIONS	1 986 447	1 962 793	1 962 793	1 962 793	-	-	23 654	-	-	-
93	REHABILITATION/RESTRUCTURAT ION	14 402 268	-	-	-	-	-	14 402 268	-	-	-
94	INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	78 958 157	185 596 461	78 958 157	78 958 157	-	-	-	106 638 303	-	-
95	REPORT	1 099 520	1 964 005	1 083 425	1 083 425	-	-	11 821	-	4 275	880 580
TOTAL		898 490 020	809 918 034	214 585 024	214 585 024	291 894 754	291 894 754	250 579 026	250 579 026	141 431 216	52 859 230

Source : MINEPAT

II- 2 Situation finale de l'exécution du BIP 2017

L'analyse de la situation globale de l'exécution physico-financière du BIP 2017 indique une performance meilleure que celle observée au cours de l'exercice 2016. En effet, il a été constaté ce qui suit :

- I- le taux d'engagement qui se situe à **98,94%** contre **95,76%** au terme de l'exercice budgétaire 2016, soit un gain de **3,18 points** ;
- II- le taux de liquidation est de **97,18%**, contre **95,16%** au terme de l'exercice budgétaire 2016, soit un gain de **2,02 points** ;
- III- le taux d'ordonnancement se situe à **96,75%** contre **95,13%** au terme de l'exercice budgétaire 2016, soit un gain de **1,62 point** ;
- IV- le taux d'exécution physique est de **96,15%** contre **94,52%** au terme de l'exercice budgétaire 2016, soit une hausse de **1,63 point**.

Le tableau ci-dessous résume la situation de l'exécution des crédits du BIP au titre de l'exercice 2017.

Tableau 8 : Situation d'exécution du BIP 2017 (en milliers de FCFA)

	DOT. INITIALE		DOT. REVISE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Ressources internes	1 248 508 107	961 900 011	1 162 282 557	875 674 461	859 770 750	833 374 057	826 957 618	98,18	95,17	94,44	93,08
Crédits à gestion centrale	1 160 879 908	881 097 320	1 055 686 316	775 903 728	765 689 112	755 441 713	749 025 274	98,68	97,36	96,54	93,77
<i>Ri affectées aux projets CAN</i>	20 000 000	20 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Fonds de contrepartie en dépenses réelles</i>	106 924 040	106 924 040	103 600 161	103 600 161	103 338 532	103 338 532	103 338 532	99,75	99,75	99,75	99,75
<i>Fonds de contrepartie en taxes et droits de douane</i>	80 000 000	80 000 000	71 859 480	71 859 480	71 859 480	71 859 480	71 859 480	100,00	100,00	100,00	-
<i>Subventions</i>	77 110 869	75 889 993	70 648 969	69 428 093	69 426 872	69 426 872	69 426 872	100,00	100,00	100,00	90,64
<i>Crédits Plan Triennal Spécial jeunes</i>	25 000 000	25 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Crédits PLANUT</i>	467 490 003	260 000 003	217 840 560	10 350 560	9 114 808	9 114 808	9 114 808	88,06	88,06	88,06	100,00
<i>Crédits pour projets C2D</i>	33 323 716	33 323 716	29 087 637	29 087 637	29 087 637	29 087 637	29 087 637	100,00	100,00	100,00	100,00
<i>Autres Crédits à gestion centrale</i>	351 031 280	279 959 568	522 649 509	451 577 797	442 861 783	432 614 385	426 197 945	98,07	95,80	94,38	92,21
Crédits délégués	87 628 199	80 802 691	106 596 241	99 770 733	94 081 639	77 932 344	77 932 344	94,30	78,11	78,11	88,22
<i>Délégations automatiques</i>	34 789 250	29 639 035	34 343 780	29 193 565	25 906 234	20 717 447	20 717 447	88,74	70,97	70,97	90,55
<i>Ressources transférées aux CTDs</i>	52 838 949	51 163 656	52 534 403	50 859 110	48 457 348	43 902 284	43 902 284	95,28	86,32	86,32	92,46
<i>Délégations ponctuelles</i>	-	-	19 718 058	19 718 058	19 718 058	13 312 613	13 312 613	100,00	67,51	67,51	74,08
Ressources externes	625 000 000	625 000 000	622 653 564	622 653 564	622 653 562	622 653 562	622 653 562	100,00	100,00	100,00	100,00
TOTAL BIP 2017	1 873 508 107	1 586 900 011	1 784 936 121	1 498 328 025	1 482 424 313	1 456 027 619	1 449 611 180	98,94	97,18	96,75	96,15

Source : MINEPAT

II-3 Niveau d'exécution du BIP par secteur

L'analyse de la performance des administrations regroupées en secteurs révèle des disparités dans l'exécution du BIP 2017.

De manière détaillée, les performances des administrations regroupées par secteur se présentent ainsi qu'il suit :

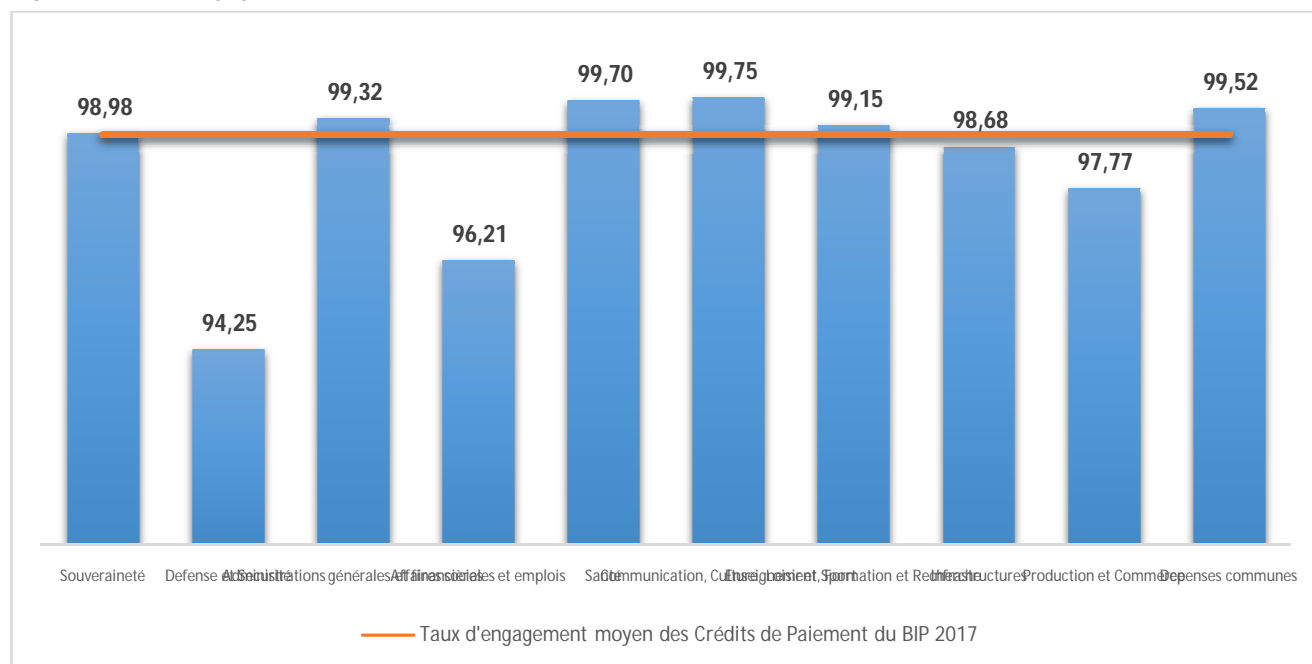
Niveau des engagements en Crédits de Paiement

Le taux d'engagement moyen des crédits de paiement du BIP 2017 est de **98,94%**.

Les secteurs « **communication, culture, loisirs et sports** », « **santé** » et « **administration générale et financière** » réalisent des performances meilleures que la moyenne nationale en ce qui concerne les engagements en CP avec des taux respectifs de **99,75%**, **99,70%** et **99,32%**.

Les secteurs « **défense et sécurité** », « **affaires sociales et emplois** » ainsi que « **production et commerce** » réalisent quant à eux des performances en dessous de la moyenne nationale, avec des taux d'engagement respectifs de : **94,25%**, **96,21%** et **97,77%** en 2017.

Figure 6 : Taux d'engagements CP par secteurs (%)



Source : MINEPAT

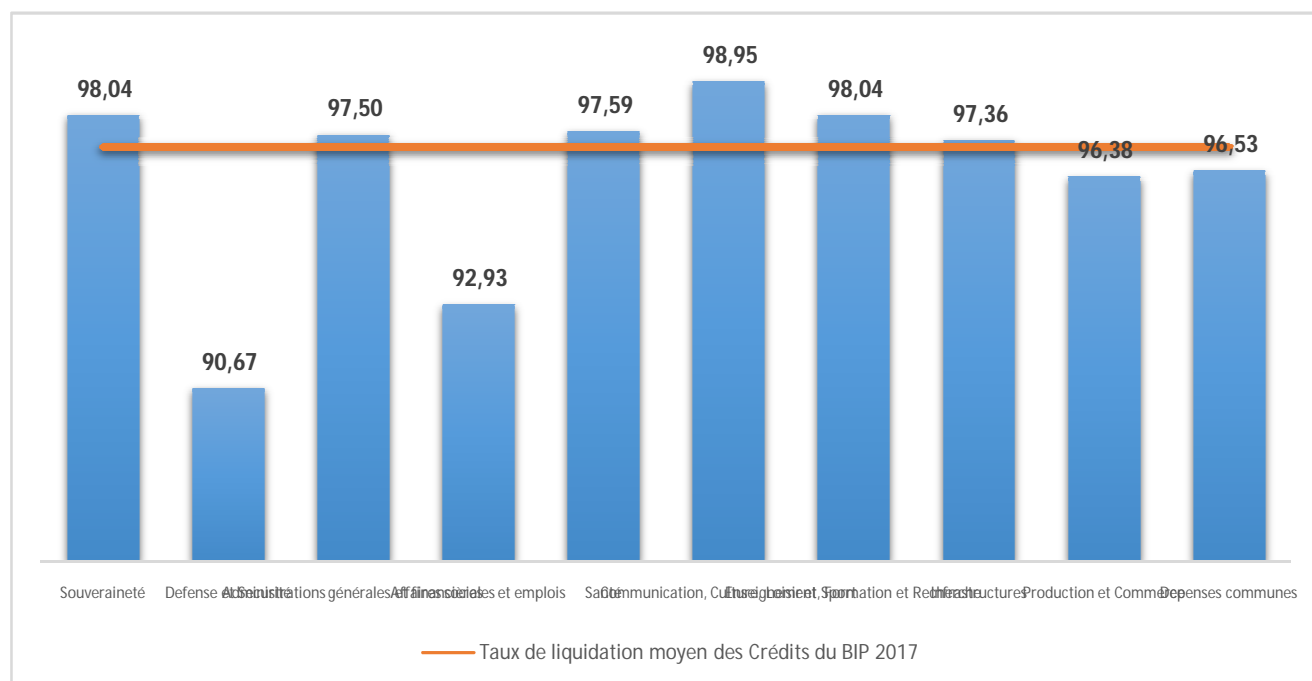
Niveau des liquidations Crédits de Paiement

Le taux de liquidation moyen des crédits du BIP 2017 est de **97,18%**.

Les secteurs « **communication, culture, loisirs et sports** », « **souveraineté** » et « **enseignement, formation et recherche** » réalisent des performances meilleures que la moyenne nationale avec respectivement : **98,95%**, **98,04%**, et **98,04%** de taux de liquidation en CP.

Les secteurs « **défense et sécurité** », « **affaires sociales et emplois** », ainsi que le secteur « **production et commerce** » réalisent quant à eux des performances en dessous de la moyenne nationale avec des taux de liquidation respectifs de : **90,67%**, **92,93%** et **96,38%** en 2017.

Figure 7 : Taux des liquidations CP par secteur (%)



Source : MINEPAT

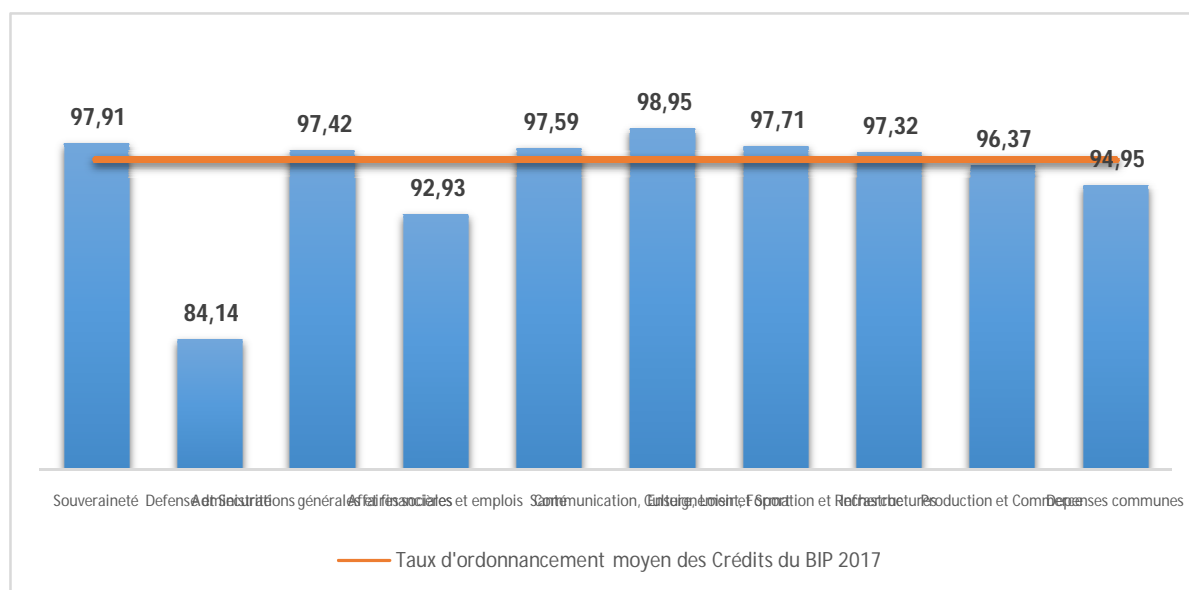
Niveau des ordonnancements en Crédits de Paiement

Le taux d'ordonnancement moyen des crédits du BIP 2017 est de **96,75%**.

Les secteurs « **communication, culture, loisirs et sports** », « **souveraineté** » et « **enseignement, formation et recherche** » réalisent des performances meilleures que la moyenne nationale avec des taux d'ordonnancement respectifs de : **98,95%**, **97,91%**, et **97,71%**.

Tandis que les secteurs « **défense et sécurité** », « **affaires sociales et emplois** » ainsi que le secteur « **production et commerce** » réalisent des performances en dessous de la moyenne nationale avec des taux d'ordonnancements respectifs de : **84,14%**, **92,93%** et **96,37%** en 2017.

Figure 8 : Taux des ordonnancements par secteur (%)



Source : MINEPAT

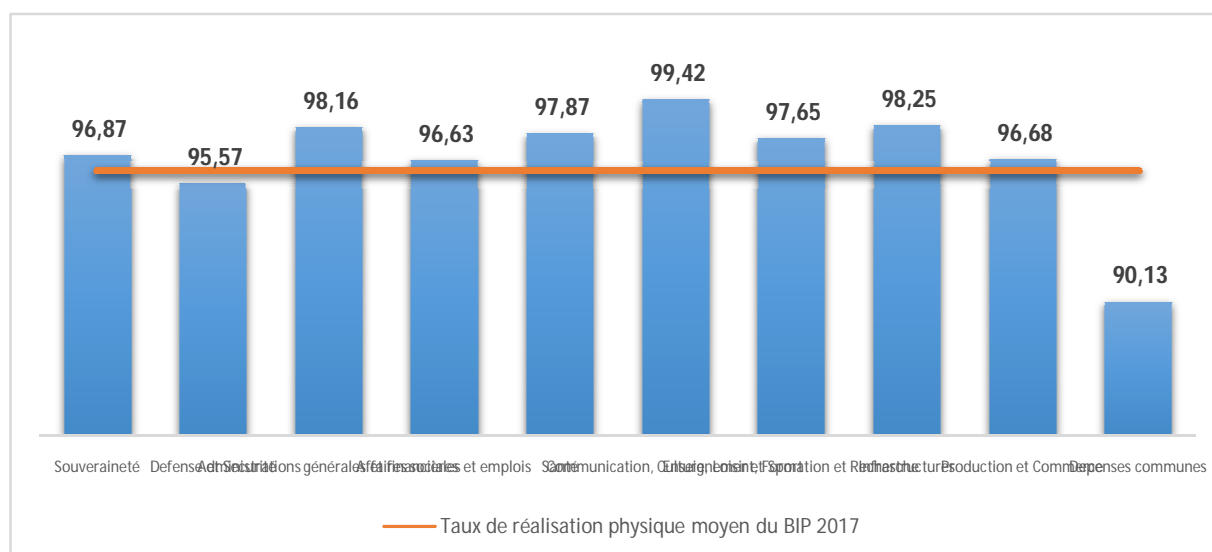
Niveau de réalisations physiques

Le taux de réalisation physique moyen du BIP 2017 est de **96,15%**.

Les secteurs « **communication, culture, loisirs et sports** », « **infrastructures** », et « **administration générale et financière** », réalisent les performances les plus élevées que la moyenne nationale avec respectivement : **99,42%**, **98,25%**, et **98,16%** de taux de réalisation physique en 2017.

Le secteur « **défense et sécurité** », réalise une performance en dessous de la moyenne nationale, avec un taux de réalisation physique de **95,57%** en 2017.

Figure 9 : Taux des réalisations physiques par secteur (%)



Source : MINEPAT

RAPPORT FINAL D'EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2017
(DETAIL DES PROJETS – ANNEXE BIP A LA LOI DE REGLEMENT)

II-4 Evolution globale de l'exécution physico-financière du BIP au cours des exercices 2015-2017

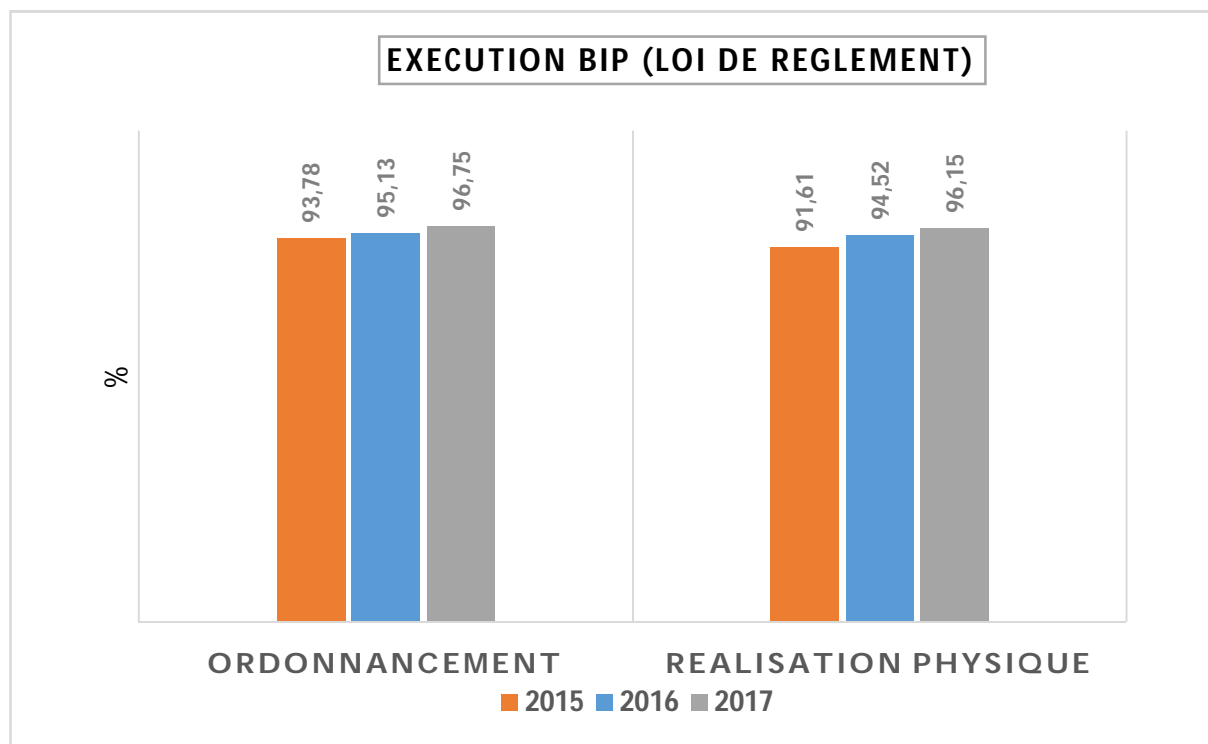
Tableau 9 : Évolution globale de l'exécution physico-financière du BIP au cours des exercices 2015-2017

	Engagement (%)				Liquidation (%)				Ordonnancement (%)				Réalisation Physique (%)			
	LR 2015	LR 2016	LR 2017	Variation 2016-2017	LR 2015	LR 2016	LR 2017	Variation 2016-2017	LR 2015	LR 2016	LR 2017	Variation 2016-2017	LR 2015	LR 2016	LR 2017	Variation 2016-2017
Ensemble du BIP	95,36	95,76	98,94	+ 3,18	94,16	95,16	97,18	+ 2,02	93,78	95,13	96,75	+ 1,62	91,61	94,52	96,15	+ 1,63
Ressources externes	90,23	88,77	100,00	+ 11,23	90,23	88,77	100,00	+ 11,23	90,23	88,77	100,00	+ 11,23	90,23	88,77	100,00	+ 11,23
Ressources internes (G. centrale +C. délégués)	98,01	99,07	98,18	- 0,88	96,18	98,19	95,17	- 3,02	95,61	98,15	94,44	- 3,71	93,40	98,22	93,08	- 5,15
Crédits à gestion centrale	98,78	99,61	98,68	- 0,92	97,32	99,28	97,36	- 1,92	96,98	99,24	96,54	- 2,70	94,22	99,00	93,77	- 5,23
Crédits à gestion déconcentrée (automatiques et ponctuelles)	91,54	92,28	94,30	+ 2,01	86,66	84,48	78,11	- 6,37	84,15	84,48	78,11	- 6,37	89,32	91,20	88,22	- 2,98
ADAMAOUA	97,92	96,89	99,29	+ 2,39	94,91	96,54	97,31	+ 0,77	92,65	96,54	97,31	+ 0,77	96,31	98,47	98,90	+ 0,42
CENTRE	88,12	87,38	90,57	+ 3,19	83,66	71,49	68,18	- 3,31	80,25	71,49	68,18	- 3,31	87,16	84,81	79,28	- 5,53
EST	79,99	85,89	98,88	+ 12,99	76,87	59,27	82,75	+ 23,48	75,16	59,27	82,75	+ 23,48	80,23	81,46	92,40	+ 10,94
EXTREME NORD	97,50	92,80	93,66	+ 0,85	93,85	89,95	69,81	- 20,15	90,99	89,95	69,81	- 20,15	95,95	94,49	86,01	- 8,49
LITTORAL	84,73	94,44	94,11	- 0,34	80,42	88,25	64,57	- 23,68	79,02	88,25	64,57	- 23,68	80,71	92,13	82,80	- 9,32
NORD	97,25	95,14	93,19	- 1,95	86,95	94,36	79,87	- 14,48	84,71	94,36	79,87	- 14,48	89,42	96,86	92,88	- 3,98
NORD-OUEST	98,60	97,16	99,55	+ 2,38	93,95	93,40	95,26	+ 1,86	91,17	93,40	95,26	+ 1,86	97,86	96,02	97,87	+ 1,86
OUEST	90,00	91,89	97,20	+ 5,31	84,38	84,80	79,45	- 5,35	80,76	84,80	79,45	- 5,35	89,25	90,18	87,31	- 2,88
SUD	92,26	92,07	95,15	+ 3,08	83,71	88,94	78,70	- 10,23	82,19	88,94	78,70	- 10,23	85,66	90,89	89,53	- 1,36
SUD-OUEST	96,30	97,12	82,58	- 14,54	93,71	94,53	74,29	- 20,24	92,20	94,53	74,29	- 20,24	94,92	96,85	91,75	- 5,10

Source : MINEPAT

4.1. Evolution de l'exécution physico-financière du BIP au cours des exercices 2015-2017

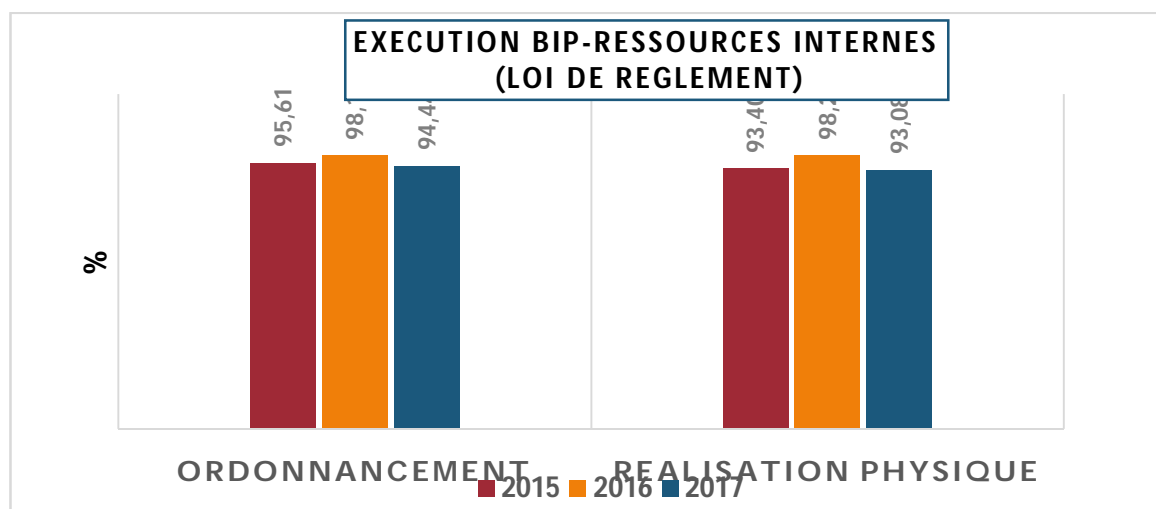
Le graphique ci-dessous montre une amélioration dans l'exécution du BIP sur le plan des ordonnancements et de la réalisation physique, entre les exercices 2015 et 2017.



Source : MINEPAT

4.2. Evolution de l'exécution physico-financière du BIP en ressources internes au cours des exercices 2015-2017

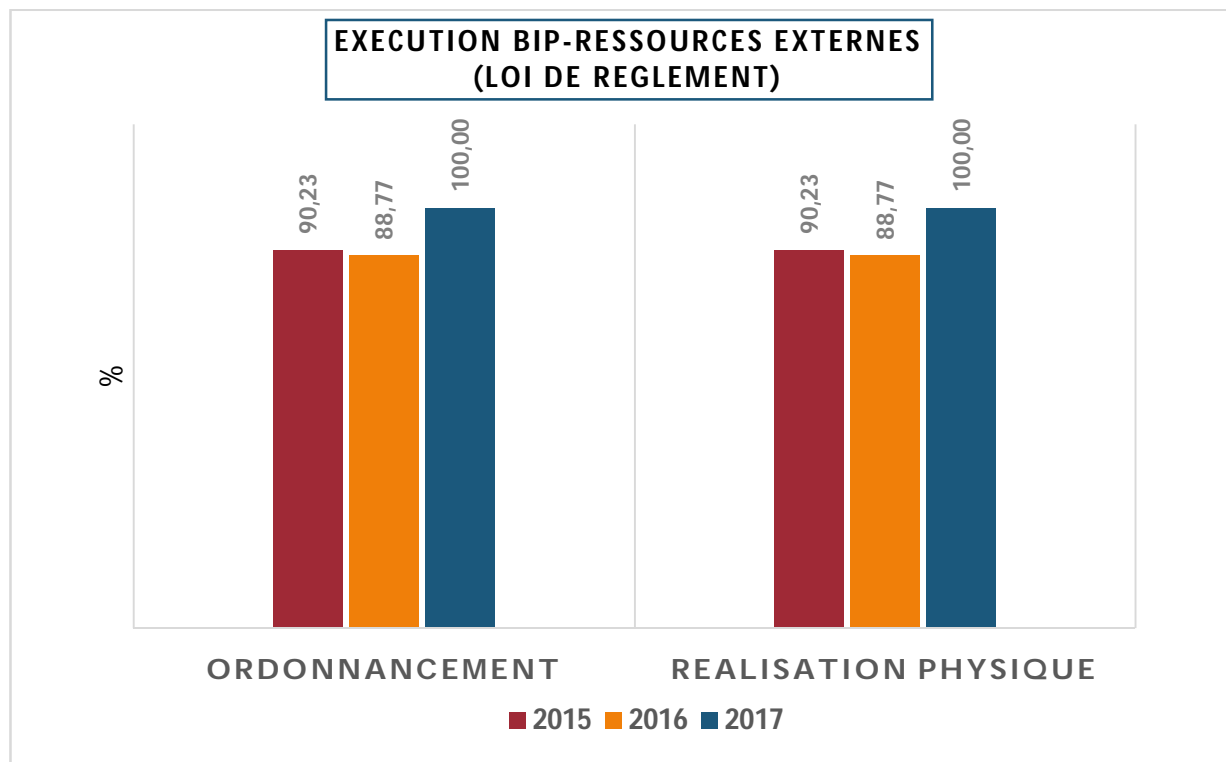
Comme l'illustre le graphique ci-dessous, les crédits du BIP en ressources internes s'exécutent moins bien au cours de l'exercice 2017 qu'au cours des exercices précédents. Il ressort également que ce type de ressources s'est mieux exécuté au cours de l'exercice 2016 qu'en 2015 et en 2017.



Source : MINEPAT

4.3. Evolution de l'exécution physico-financière du BIP en ressources externes au cours des exercices 2015-2017

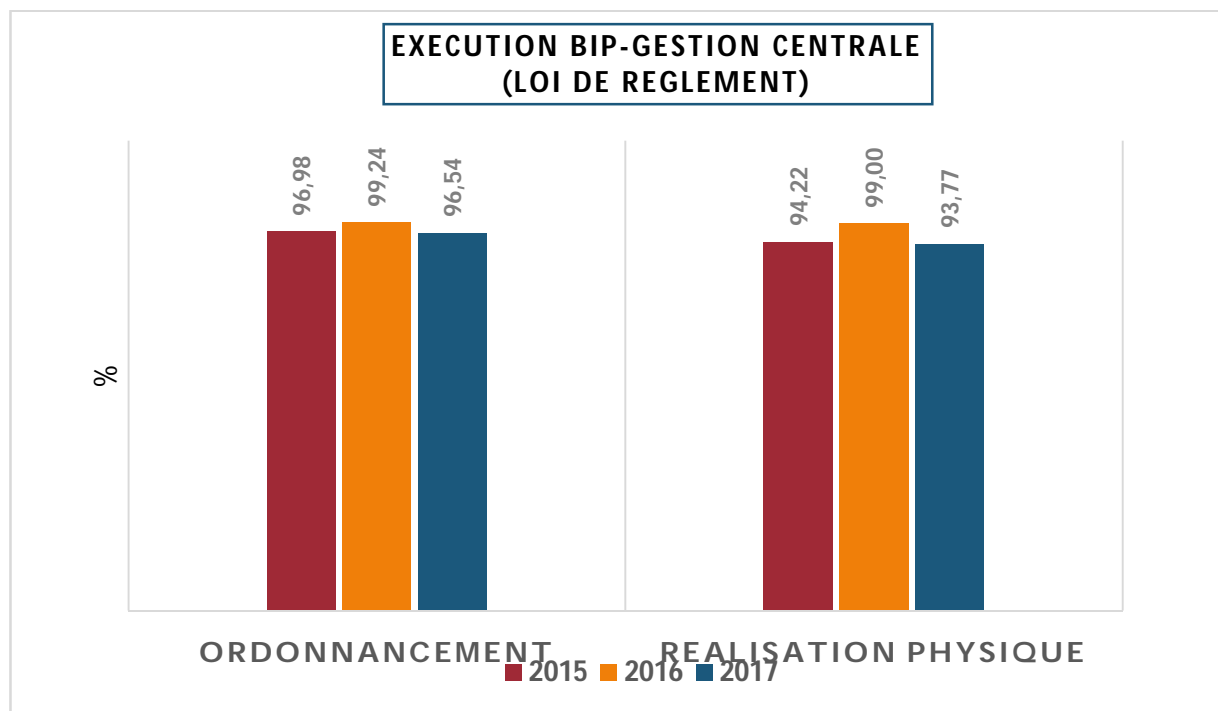
Le graphique ci-dessous permet d'observer que les crédits du BIP en ressources externes se sont mieux exécutés au cours de l'exercice budgétaire 2017 qu'au cours des deux précédents exercices.



Source : MINEPAT

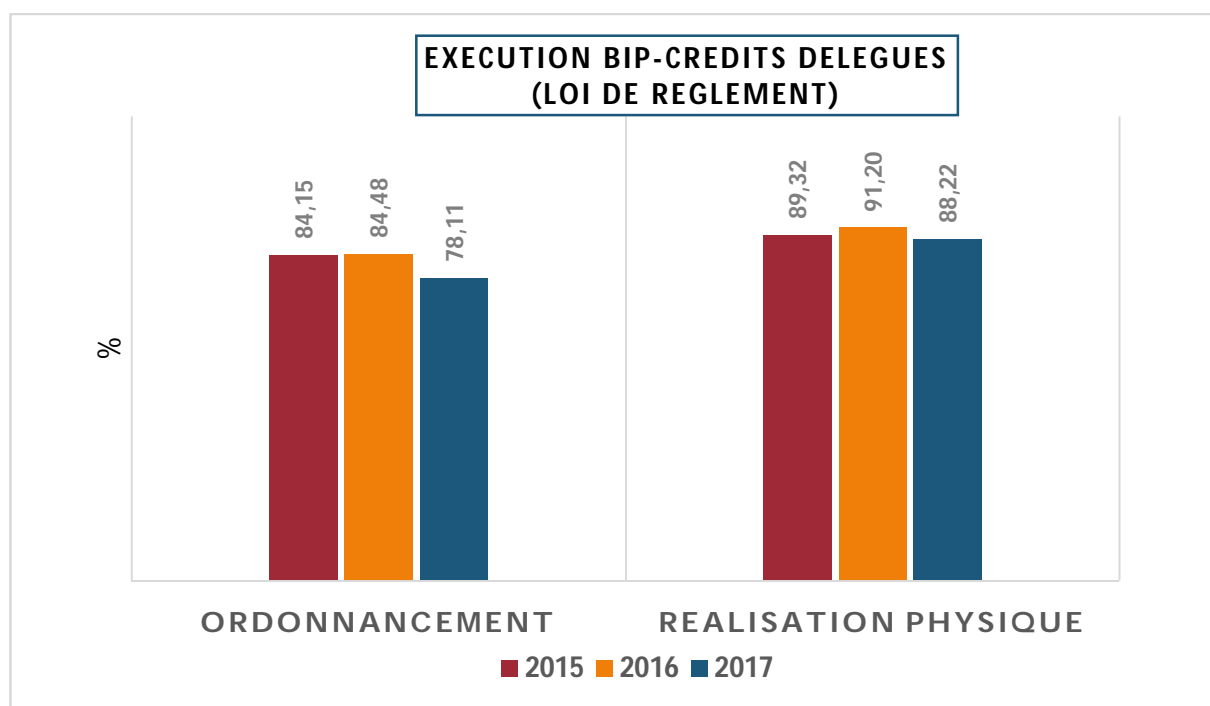
4.4. Evolution de l'exécution physico-financière des crédits à gestion centrale du BIP au cours des exercices 2015-2017

Le graphique ci-dessous permet d'observer que les crédits à gestion centrale du BIP se sont moins bien exécutés en 2017 qu'en 2016. Sur l'ensemble des trois (03) années, ce type de ressources s'est mieux exécuté en 2016 qu'au cours des deux autres exercices budgétaires.



Source : MINEPAT

4.5. Evolution de l'exécution physico-financière des crédits délégués du BIP au cours des exercices 2015-2017



Source : MINEPAT

Le graphique ci-dessus permet d'observer que les crédits délégués du BIP se sont moins bien exécutés en 2017 qu'en 2016. Sur l'ensemble des trois (03) années, ce type de ressources s'est mieux exécuté en 2016 qu'au cours des deux autres exercices budgétaires.

III- DIFFICULTES RENCONTREES DANS L'EXECUTION DU BIP 2017, MESURES PRISES ET PERSPECTIVES POUR 2018

Au cours de l'exercice 2017, certaines entraves à l'exécution du BIP ont été relevées et des mesures correctives suggérées par les parties prenantes à l'investissement public. Le tableau ci-après en fait la synthèse.

Tableau 1 : synthèse des difficultés relevées dans l'exécution physico-financière du bip 2017 et perspectives pour l'exercice 2018

N°	Constats/ Difficultés	Recommandations/perspectives
1	Prise en compte insuffisante des aspects qualité et impact des projets du BIP dans l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires	Etendre le champ du dispositif de suivi du BIP : <ul style="list-style-type: none"> - A l'efficacité de l'Investissement Public ; - A La qualité des travaux d'infrastructures ; - A La fonctionnalité effective des infrastructures réalisées ; - Aux besoins en réhabilitation/investissement complémentaire, afin que les projets puissent fournir leur plein rendement.
2	Difficultés observées dans l'exécution de nombreux projets, du fait des retards dans le paiement par le Trésor, des décomptes y correspondant	Poursuivre l'accroissement des capacités de financement du Trésor Public, engagé dans le cadre du programme avec le FMI, pour permettre qu'une attention plus accrue soit accordée au paiement des décomptes des opérations internes d'investissement. Mener, dans le cadre de la programmation effectuée chaque mois au niveau du Comité de Trésorerie, une réflexion MINEPAT-MINFI en vue de réserver une quotité des ressources à la prise en charge des décomptes des projets du BIP et de la DGD sur la base des plans d'engagement et d'ordonnancement préalablement élaborés par les administrations sectorielles
3	Récurrence des projets dont l'exécution n'est pas conforme aux clauses techniques des contrats, en raison des malfaçons constatées, notamment des dégradations qui surviennent rapidement sur certains corps d'état et certaines infrastructures	Mener une étude sur l'amélioration des capacités d'intervention des Ingénieurs de l'Etat Renforcer les capacités opérationnelles de la Brigade des Contrôles au MINMAP, afin que le visa de conformité ne soit accordé qu'aux marchés réalisés suivant les spécifications techniques des cahiers de charges

**RAPPORT FINAL D'EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2017
(DETAIL DES PROJETS – ANNEXE BIP A LA LOI DE REGLEMENT)**

N°	Constats/ Difficultés	Recommandations/perspectives
		Poursuivre les concertations MINEPAT-MINMAP-MINTP-MINCOMMERCE-ANOR-MINEE-MINESEC-MINEDUB-MINPROMALO-ARMP, dans l'optique de l'identification des causes de ces dysfonctionnements et irrégularités, en vue de la formulation des propositions pour entreprendre la mise en œuvre des actions correctives
4	Paiement des contrats des Bureaux d'Etudes Techniques en charge des Maîtrises d'œuvre de contrôle de l'exécution de nombreux projets, au-delà du niveau d'avancement des travaux pour lesquels ils sont habilités.	Mener une réflexion MINEPAT-MINMAP-MINFI-MINTP-MINDHU-MINEE- ARMP sur la mobilisation et la prise en charge des Bureaux d'Etudes Techniques en charge des Maîtrises d'œuvre de contrôle de l'exécution des projets
5	Inexistence aux niveaux régional et départemental, d'un cadre de préparation et de sélection des projets, Contrairement à ce qui se fait au cours des phases de suivi et de l'exécution des projets	Mener une réflexion pour la mise en place au niveau de chaque Région/département, d'un cadre de préparation et de sélection des projets
6	Non-respect des dispositions de la Circulaire portant sur l'exécution du budget de l'Etat au titre de l'exercice 2017, relatives aux modalités de recours aux Délégations Ponctuelles de crédits	Attirer l'attention de tous les Contrôleurs Financiers sur le respect des dispositions de la Circulaire relative à l'exécution du budget 2018 en matière de Délégations Ponctuelles de crédits
		Communiquer au MINMAP, tous les mois, les Délégations Ponctuelles effectuées, afin de favoriser les mises à jour du Journal de programmation des marchés et la contractualisation des projets y relatifs. <i>(Recommandation effective)</i>
		Communiquer mensuellement aux services déconcentrés du MINEPAT les Délégations Ponctuelles effectuées au cours du mois, afin de permettre un suivi rigoureux de l'exécution des projets y relatifs <i>(Recommandation effective)</i>
7	Non implication systématique des responsables locaux dans l'exécution dans leur localité, des projets à gestion centrale, ce qui ne favorise pas le bon suivi desdits projets et conduit à des cas de malfaçons	Mener une réflexion en vue d'indiquer dans les contrats la participation des responsables locaux (responsables locaux des administrations Maîtres d'Ouvrage, Communes, MINEPAT, MINMAP,...) dans les instances (Commission de suivi et de recette technique, commission de réception,...) en charge de l'exécution au niveau local des projets à gestion centrale
8	recours abusifs, par les Administrations, à l'ouverture des comptes 420 et 450	Poursuivre les réflexions engagées, en vue de la limitation de l'impact de l'usage des comptes de tiers 450 et 420 sur la bonne exécution du BIP (Circulaire N°002/C/MINFI du 19 juin 2018 modifiant et complétant certaines dispositions de la Circulaire n°001/C/MINFI du 02 janvier 2018 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'État, des Établissements Publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes Subventionnés, pour l'Exercice 2018)

**RAPPORT FINAL D'EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2017
(DETAIL DES PROJETS – ANNEXE BIP A LA LOI DE REGLEMENT)**

N°	Constats/ Difficultés	Recommandations/perspectives
9	Insuffisante exécution des projets de construction des forages	<p>Poursuivre le plaidoyer pour améliorer l'exécution des projets de forages.</p> <p>Organiser des concertations avec les parties prenantes (MINEE, MINADER, MINEPIA, MINEPAT, MINMAP, ARMP) pour envisager des solutions alternatives aux forages, notamment dans la région du Nord-Ouest, où le captage gravitationnel semble donner de meilleurs résultats</p>
10	Difficultés à disposer d'informations sur l'exécution des projets relevant des crédits Délégués aux Ambassades et aux missions diplomatiques, ce qui impacte sur la performance dans l'exécution du BIP des administrations concernées	Poursuivre ces concertations avec les parties prenantes (MINEPAT, MINFI, MINMAP, MINREX, ARMP, Comité de gestion des biens meubles et immobiliers du Cameroun à l'étranger) pour assurer la mise en œuvre effective du dispositif
11	Certains projets inscrits dans le BIP au profit de certaines Communes ne rencontrent toujours pas les besoins exprimés par les communes dans les Plans Communaux de Développement	Poursuivre les travaux engagés en vue de l'élaboration du projet de Loi sur la Planification et la Programmation locale

Source : MINEPAT

